

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2005 — 3190

[C — 2005/15113]

20 JUILLET 2005. — Loi portant assentiment à l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne et à l'application à titre provisoire de l'Accord, entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba, signé à Bruxelles le 18 mai 2004 et à La Haye le 9 novembre 2004 (1)(2)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne et à l'application à titre provisoire de l'Accord, entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba, signé à Bruxelles le 18 mai 2004 et à La Haye le 9 novembre 2004, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. La retenue à la source visée à l'article 5 de l'Accord correspond, en ce qui concerne la Belgique, à la retenue à la source, dénommée « prélèvement pour l'Etat de résidence », visée à l'article 4, § 1^{er} de la loi du 17 mai 2004 transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier. Les modalités d'application de cette retenue à la source qui ne sont pas réglées dans l'Accord ou qui y sont réglées par référence à la directive 2003/48/CE précitée sont réglées conformément aux dispositions du Titre II de ladite loi du 17 mai 2004.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
K. DE GUCHTLe Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi déposé le 28 avril 2005, n° 3-1168/1. — Rapport, n° 3-1168/2.

Annales parlementaires. — Discussion : séance du 16 juin 2005. — Vote : séance du 16 juin 2005.

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 51-1866/1. Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 51-1866/2.

Annales parlementaires. — Discussion : séance du 23 juin 2005. — Vote, séance du 23 juin 2005.

(2) Cet Accord est appliqué provisoirement depuis le 1^{er} juillet 2005. Conformément à ses dispositions il entre en vigueur le 20 octobre 2005.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2005 — 3190

[C — 2005/15113]

20 JULI 2005. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden en de voorlopige toepassing ervan, tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden met betrekking tot Aruba, ondertekend te Brussel op 18 mei 2004 en te Den Haag op 9 november 2004 (1)(2)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden en de voorlopige toepassing ervan, tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden met betrekking tot Aruba, ondertekend te Brussel op 18 mei 2004 en te Den Haag op 9 november 2004, zal volkomen gevolgd hebben.

Art. 3. De bronbelasting waarvan sprake in artikel 5 van de Overeenkomst, stemt, wat België betreft, overeen met de bronbelasting die « woonstaathet » wordt genoemd en die wordt beoogd door artikel 4, § 1 van de wet van 17 mei 2004 tot omzetting in het Belgisch recht van de richtlijn 2003/48/EG van 3 juni 2003 van de Raad van de Europese Unie betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling en tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de roerende voorheffing. De toepassingsmodaliteiten van deze bronbelasting die niet zijn geregeld door de Overeenkomst of die er door geregeld worden onder verwijzing naar voornoemde richtlijn 2003/48/EG, worden geregeld volgens de bepalingen van Titel II van voornoemde wet van 17 mei 2004.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 juli 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
K. DE GUCHTDe Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

Senaat.

Parlementaire documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 28 april 2005, nr. 3-1168/1. — Verslag, nr. 3-1168/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking : vergadering van 16 juni 2005. Stemming : vergadering van 16 juni 2005.

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 51-1866/1. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 51-1866/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking : vergadering van 23 juni 2005. Stemming, vergadering van 23 juni 2005.

(2) Deze Overeenkomst wordt voorlopig toegepast sinds 1 juli 2005. Overeenkomstig haar bepalingen treedt zij in werking op 20 oktober 2005.

Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne et à l'application à titre provisoire de l'Accord

A. Lettre du Royaume de Belgique

Monsieur,

J'ai l'honneur de faire référence au texte de « l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles néerlandaises et (la Belgique, l'Autriche ou le Luxembourg) relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts » au texte de « l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles néerlandaises et (l'Etat membre de l'UE autre que la Belgique, l'Autriche et le Luxembourg) relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts » et au texte de « l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba et (l'Etat membre de l'UE autre que la Belgique, l'Autriche et le Luxembourg) relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts » et au texte de « l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba et (la Belgique, l'Autriche ou le Luxembourg) relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts », qui résultent des négociations menées avec les Antilles néerlandaises et Aruba en vue de conclure un accord sur la fiscalité de l'épargne et qui figurent aux annexes I^{re}, II, III et IV des résultats des travaux du Groupe à haut niveau du Conseil des ministres de l'Union européenne du 12 mars (document 7660/04 FISC 68).

Compte tenu des textes susvisés, j'ai l'honneur de vous proposer « l'accord relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts » qui figure à l'appendice 1 de la présente lettre, ainsi qu'un engagement mutuel d'accomplir dans les meilleurs délais les procédures constitutionnelles internes requises en vue de l'entrée en vigueur dudit accord et de notifier immédiatement à l'autre partie l'accomplissement de ces procédures.

Dans l'attente de l'accomplissement de ces procédures internes et de l'entrée en vigueur de « l'accord relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts » en question, j'ai l'honneur de proposer que le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba appliquent ledit accord à titre provisoire, dans le cadre de nos exigences constitutionnelles respectives, à compter du 1^{er} janvier 2005 ou de la date d'application de la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts, la date la plus tardive étant retenue.

J'ai l'honneur de proposer que, si ce qui précède est acceptable pour votre gouvernement, la présente lettre et votre confirmation constituent ensemble un accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de notre très haute considération.

Pour le Royaume de Belgique

Fait à Bruxelles, le 18 mai 2004, en trois exemplaires.

B. Lettre d'Aruba

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour, libellée comme suit:

« Monsieur,

J'ai l'honneur de faire référence au texte de « l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles néerlandaises et (la Belgique, l'Autriche ou le Luxembourg) relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts » au texte de « l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles néerlandaises et (l'Etat membre de l'UE autre que la Belgique, l'Autriche et le Luxembourg) relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts », au texte de « l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba et (l'Etat membre de l'UE autre que la Belgique, l'Autriche et le Luxembourg) relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts » et au texte de « l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba et (la Belgique, l'Autriche ou le Luxembourg) relatif à l'échange automatique

Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden en de voorlopige toepassing ervan

A. Brief van het Koninkrijk België

Mijnheer,

Ik heb de eer te verwijzen naar de teksten van, respectievelijk, de Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden ten behoeve van de Nederlandse Antillen en (België, Oostenrijk of Luxemburg) betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling, de Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden ten behoeve van de Nederlandse Antillen en (andere EU-lidstaat dan België, Oostenrijk en Luxemburg) betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling, de Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden ten behoeve van Aruba en (andere EU-lid-Staat dan België, Oostenrijk en Luxemburg) betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling en de Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden ten behoeve van Aruba en (België, Oostenrijk of Luxemburg) betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling. Deze teksten, die het resultaat zijn van de onderhandelingen die met de Nederlandse Antillen en Aruba zijn gevoerd over een overeenkomst inzake belastingheffing op inkomsten uit spaargelden, zijn respectievelijk als bijlage I, II, III en IV toegevoegd aan het resultaat van de besprekingen van de Groep op hoog niveau van de Raad van ministers van de Europese Unie van 12 maart (doc. 7660/04 FISC 68).

In het licht van de bovengenoemde teksten heb ik de eer u de Overeenkomst betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling in aanhangsel 1 bij deze brief voor te stellen, en in overweging te geven dat wij er ons wederzijds toe verbinden zo spoedig mogelijk de interne grondwettelijke formaliteiten voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst te vervullen en elkaar onverwijld van de voltooiing daarvan in kennis te stellen.

In afwachting van de voltooiing van deze interne procedures en van de inwerkingtreding van deze Overeenkomst betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling, stel ik u voor dat het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden, ten behoeve van Aruba deze Overeenkomst, binnen de grenzen van onze respectieve binnenlandse grondwettelijke voorschriften, reeds voorlopig zouden toepassen vanaf 1 januari 2005 of vanaf het tijdstip waarop Richtlijn 2003/48/EEG van de Raad van 3 juni 2003 betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling wordt toegepast, indien dit tijdstip later valt.

Ik stel hierbij voor dat, indien het bovenstaande voor uw regering aanvaardbaar is, deze brief en uw bevestiging tezamen een overeenkomst vormen tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden, ten behoeve van Aruba.

Hoogachtend,

Voor het Koninkrijk België

Gedaan te Brussel, op 18 mei 2004, in drie exemplaren.

B. Brief van Aruba

Mijnheer,

Ik heb de eer u de ontvangst te bevestigen van uw brief van heden, welke als volgt luidt :

« Mijnheer,

Ik heb de eer te verwijzen naar de teksten van, respectievelijk, de Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden ten behoeve van de Nederlandse Antillen en (België, Oostenrijk of Luxemburg) betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling, de Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden ten behoeve van de Nederlandse Antillen en (andere EU-lidstaat dan België, Oostenrijk en Luxemburg) betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling, de Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden ten behoeve van Aruba en (andere EU-lid-Staat dan België, Oostenrijk en Luxemburg) betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling en de Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden ten behoeve van Aruba en (België, Oostenrijk of Luxemburg) betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten

d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts », qui résultent des négociations menées avec les Antilles néerlandaises et Aruba en vue de conclure un accord sur la fiscalité de l'épargne et qui figurent aux annexes I^{re}, II, III et IV des résultats des travaux du Groupe à haut niveau du Conseil des ministres de l'Union européenne du 12 mars (document 7660/04 FISC 68).

Compte tenu des textes susvisés, j'ai l'honneur de vous proposer « l'accord relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts » qui figure à l'appendice 1 de la présente lettre, ainsi qu'un engagement mutuel d'accomplir dans les meilleurs délais les procédures constitutionnelles internes requises en vue de l'entrée en vigueur dudit accord et de notifier immédiatement à l'autre partie l'accomplissement de ces procédures.

Dans l'attente de l'accomplissement de ces procédures internes et de l'entrée en vigueur de « l'accord relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts » en question, j'ai l'honneur de proposer que le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba appliquent ledit accord à titre provisoire, dans le cadre de nos exigences constitutionnelles respectives, à compter du 1^{er} janvier 2005 ou de la date d'application de la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts, la date la plus tardive étant retenue.

J'ai l'honneur de proposer que, si ce qui précède est acceptable pour votre gouvernement, la présente lettre et votre confirmation constituent ensemble un accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de notre très haute considération. »

Je suis en mesure de confirmer l'accord d'Aruba sur le contenu de votre lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma très haute considération.

Pour Aruba

Fait à Den Haag, le 9 novembre 2004, en trois exemplaires.

Accord entre le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba et le Royaume de Belgique relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

Le gouvernement du Royaume des Pays-Bas, pour ce qui est d'Aruba, et le Royaume de Belgique, désireux de conclure un accord permettant que les revenus de l'épargne, sous forme de paiements d'intérêts effectués dans l'un des Etats contractants en faveur de bénéficiaires effectifs qui sont des personnes physiques ayant leur résidence dans l'autre Etat contractant, soient effectivement imposés conformément aux dispositions législatives de ce dernier Etat contractant, en application de la directive 2003/48/CE du Conseil de l'Union européenne du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts, sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

1. Le présent accord s'applique aux intérêts payés par un agent payeur établi sur le territoire de l'un des Etats contractants en vue de permettre que les revenus de l'épargne, sous forme de paiements d'intérêts effectués dans un Etat contractant en faveur de bénéficiaires effectifs qui sont des personnes physiques ayant leur résidence fiscale dans l'autre Etat contractant, soient effectivement imposés conformément aux dispositions législatives de ce dernier Etat contractant.

2. Le champ d'application du présent accord est limité à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts sur des créances et exclut, entre autres, les questions liées à l'imposition des pensions et des prestations d'assurances.

3. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent accord s'applique uniquement à Aruba.

uit spaargelden in de vorm van rentebetaling. Deze teksten, die het resultaat zijn van de onderhandelingen die met de Nederlandse Antillen en Aruba zijn gevoerd over een overeenkomst inzake belastingheffing op inkomsten uit spaargelden, zijn respectievelijk als bijlage I, II, III en IV toegevoegd aan het resultaat van de besprekingen van de Groep op hoog niveau van de Raad van ministers van de Europese Unie van 12 maart (doc. 7660/04 FISC 68).

In het licht van de bovengenoemde teksten heb ik de eer u de Overeenkomst betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling in aanhangsel 1 bij deze brief voor te stellen, en in overweging te geven dat wij er ons wederzijds toe verbinden zo spoedig mogelijk de interne grondwettelijke formaliteiten voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst te vervullen en elkaar onverwijld van de voltooiing daarvan in kennis te stellen.

In afwachting van de voltooiing van deze interne procedures en van de inwerkingtreding van deze Overeenkomst betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling, stel ik u voor dat het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden, ten behoeve van Aruba deze Overeenkomst, binnen de grenzen van onze respectieve binnenlandse grondwettelijke voorschriften, reeds voorlopig zouden toepassen vanaf 1 januari 2005 of vanaf het tijdstip waarop Richtlijn 2003/48/EEG van de Raad van 3 juni 2003 betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling wordt toegepast, indien dit tijdstip later valt.

Ik stel hierbij voor dat, indien het bovenstaande voor uw regering aanvaardbaar is, deze brief en uw bevestiging tezamen een overeenkomst vormen tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden, ten behoeve van Aruba.

Hoogachtend, »

Ik heb de eer u te bevestigen dat de inhoud van deze brief voor Aruba aanvaardbaar is.

Hoogachtend,

Voor Aruba,

Gedaan te Den Haag, op 9 november 2004, in drie exemplaren.

Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, ten behoeve van Aruba, en het Koninkrijk België betreffende automatische gegevensuitwisseling inzake inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling

De regering van het Koninkrijk der Nederlanden, ten behoeve van Aruba, en het Koninkrijk België, geleid door de wens een overeenkomst te sluiten die het mogelijk maakt dat inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling die in een van de overeenkomstsluitende staten worden verricht aan uiteindelijk gerechtigden die een natuurlijke persoon zijn en hun woonplaats in een andere overeenkomstsluitende staat hebben, effectief worden belast overeenkomstig het recht van laatstgenoemde overeenkomstsluitende staat, in overeenstemming met Richtlijn 2003/48/EG van de Raad van 3 juni 2003 betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling en met de hierboven door de overeenkomstsluitende staten geuite voornemens, zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Toepassingsgebied

1. Deze overeenkomst is van toepassing op rentebetalingen die door een op het grondgebied van een van de overeenkomstsluitende staten gevestigde uitbetalende instantie worden verricht met als doel het mogelijk te maken dat inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetalingen welke in een overeenkomstsluitende staat worden verricht aan uiteindelijk gerechtigden die een natuurlijke persoon zijn en hun fiscale woonplaats in de andere overeenkomstsluitende staat hebben, effectief worden belast overeenkomstig het nationale recht van de laatstgenoemde overeenkomstsluitende staat.

2. De werkingssfeer van deze overeenkomst is beperkt tot belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rente uit hoofde van schuldvorderingen; vraagstukken in verband met de fiscale behandeling van, onder meer, pensioenen en verzekeringsuitkeringen vallen buiten de werkingssfeer van deze overeenkomst.

3. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt deze overeenkomst alleen voor Aruba.

Article 2

Définitions

1. Aux fins du présent accord, à moins que le contexte ne s'y oppose, on entend par :

- a) « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant », le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba ou le Royaume de Belgique, selon le contexte;
- b) « Aruba », la partie du Royaume des Pays-Bas située dans les Caraïbes qui consiste en l'île d'Aruba;
- c) La « partie contractante » qui est un Etat Membre de l'Union Européenne : le Royaume de Belgique;
- d) « directive », la directive 2003/48/CE du Conseil de l'Union européenne, du 3 juin 2003, en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts, telle qu'elle s'applique à la date de signature du présent accord;
- e) « bénéficiaire effectif », tout bénéficiaire effectif au sens de l'article 2 de la directive;
- f) « agent payeur », tout agent payeur au sens de l'article 4 de la directive;
- g) « autorité compétente » :
 - i) dans le cas d'Aruba : « le Ministre des finances ou son représentant autorisé »;
 - ii) dans le cas du Royaume de Belgique : l'autorité compétente de cet Etat au sens de l'article 5 de la directive;
- h) « paiement d'intérêts », tout paiement d'intérêts au sens de l'article 6 de la directive, sans préjudice des dispositions de l'article 15 de la directive;
- i) à moins qu'un terme ne soit défini autrement dans le présent accord, il revêt le sens qui lui est donné dans la directive.

2. Aux fins du présent accord, dans les dispositions de la directive auquel le présent accord se réfère, l'expression « Etats membres » doit se lire « Etats contractants ».

Article 3

Identification et détermination
du lieu de résidence des bénéficiaires effectifs

Chaque Etat contractant adopte les modalités permettant à l'agent payeur d'identifier les bénéficiaires effectifs et leur lieu de résidence aux fins des articles 4, 5 et 6 et en assure l'application sur son territoire. Ces modalités doivent être conformes aux normes minimales établies à l'article 3, paragraphes 2 et 3, de la directive, si ce n'est que, pour Aruba, en ce qui concerne le paragraphe 2, point a), et le paragraphe 3, point a), dudit article, l'identité et la résidence du bénéficiaire effectif sont établies d'après les informations dont l'agent payeur dispose en application des dispositions législatives et réglementaires pertinentes d'Aruba.

Article 4

Echange automatique d'informations

1. L'autorité compétente de l'Etat contractant dans lequel l'agent payeur est établi communique à l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, dans lequel le bénéficiaire effectif réside, les informations visées à l'article 8 de la directive.

2. La communication des informations a un caractère automatique et doit avoir lieu au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice fiscal de l'Etat membre de l'agent payeur, pour tous les paiements d'intérêts effectués au cours de cet exercice.

3. Les Etats contractants appliquent à l'échange d'informations prévu par le présent accord un traitement compatible avec les dispositions de l'article 7 de la directive 77/799/CEE.

Article 5

Dispositions transitoires

1. Au cours de la période de transition visée à l'article 10 de la directive, lorsque le bénéficiaire effectif est résident d'Aruba et l'agent payeur est résident du Royaume de Belgique, le Royaume de Belgique prélève une retenue à la source sur les paiements d'intérêts de 15 % pendant les trois premières années de la période de transition, de 20 % pendant les trois années suivantes et de 35 % par la suite. Pendant cette période, le Royaume de Belgique n'est pas tenu d'appliquer les dispositions de l'article 4. Le Royaume de Belgique reçoit cependant des informations d'Aruba conformément à l'article susmentionné.

2. L'agent payeur prélève la retenue à la source selon les modalités décrites à l'article 11, paragraphes 2 et 3, de la directive.

Artikel 2

Definities

1. Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt, tenzij de context anders vereist, verstaan onder :

- a) « een overeenkomstsluitende staat » en « de andere overeenkomstsluitende staat » : het Koninkrijk der Nederlanden ten behoeve van Aruba of het Koninkrijk België, naargelang de context;
- b) « Aruba » : het gedeelte van het Koninkrijk der Nederlanden dat in het Caribische gebied is gelegen en bestaat uit het eiland Aruba;
- c) de overeenkomstsluitende staat zijnde lid-Staat van de Europese Unie is : het Koninkrijk België;
- d) « richtlijn » : Richtlijn 2003/48/EEG van de Raad van 3 juni 2003 betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling, zoals van toepassing op de datum van ondertekening van deze overeenkomst;
- e) « uiteindelijk gerechtigde » : uiteindelijk gerechtigde in de zin van artikel 2 van de richtlijn;
- f) « uitbetalende instantie » : uitbetalende instantie in de zin van artikel 4 van de richtlijn;
- g) « bevoegde autoriteit » :
 - i) in het geval van Aruba : de Minister van Financiën of zijn bevoegde vertegenwoordiger;
 - ii) in het geval van het Koninkrijk België : de bevoegde autoriteit van die staat in de zin van artikel 5 van de richtlijn;
- h) « rentebetaling » : rentebetaling in de zin van artikel 6 van de richtlijn, met inachtneming van artikel 15 van de richtlijn;

i) aan niet anderszins omschreven termen wordt de betekenis gehecht die in de richtlijn daaraan wordt gegeven.

2. Voor de toepassing van de overeenkomst wordt in de bepalingen van de richtlijn waarnaar in deze overeenkomst wordt verwezen in plaats van « lid-Staten » gelezen : overeenkomstsluitende staten.

Artikel 3

Identiteit en woonplaats van de uiteindelijk gerechtigde

Voor de toepassing van de artikelen 4 tot en met 6 bepaalt elke overeenkomstsluitende staat de procedures die nodig zijn om de uitbetalende instantie in staat te stellen de identiteit en woonplaats van de uiteindelijk gerechtigden vast te stellen en draagt zorg voor de toepassing van deze procedures binnen zijn grondgebied. Deze procedures voldoen aan de minimumnormen van artikel 3, leden 2 en 3, van de richtlijn, met dien verstande dat, ten behoeve van Aruba, wat betreft het bepaalde in lid 2, onder a), en in lid 3, onder a), de identiteit en de woonplaats van de uiteindelijk gerechtigde worden vastgesteld op grond van de informatie waarover de uitbetalende instantie krachtens de toepassing van de desbetreffende wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van Aruba beschikt.

Artikel 4

Automatische gegevensuitwisseling

1. De bevoegde autoriteit van de overeenkomstsluitende staat van de uitbetalende instantie verstrekt de in artikel 8 van de richtlijn bedoelde gegevens aan de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende staat waar de uiteindelijk gerechtigde zijn woonplaats heeft.

2. De gegevensverstrekking gebeurt automatisch en ten minste eenmaal per jaar, binnen zes maanden na afloop van het belastingjaar van de overeenkomstsluitende staat van de uitbetalende instantie, voor alle gedurende dat jaar verrichte rentebetalingen.

3. De overeenkomstsluitende staten behandelen de gegevensuitwisseling uit hoofde van deze overeenkomst op een wijze die strookt met het bepaalde in artikel 7 van Richtlijn 77/799/EEG.

Artikel 5

Overgangsbepalingen

1. Indien de uiteindelijk gerechtigde van de rente woonachtig is in Aruba en de uitbetalende instantie in het Koninkrijk België is gevestigd, heeft het Koninkrijk België gedurende de in artikel 10 van de richtlijn bedoelde overgangperiode bronbelasting, gedurende de eerste drie jaar van de overgangperiode tegen een tarief van 15 %, gedurende de volgende drie jaar tegen een tarief van 20 %, en daarna tegen een tarief van 35 %. Gedurende deze periode is het Koninkrijk België niet gehouden de bepalingen van artikel 4 toe te passen. Het Koninkrijk België ontvangt echter gegevens van Aruba overeenkomstig dat artikel.

2. De uitbetalende instantie houdt de bronbelasting in op de wijze als omschreven in artikel 11, leden 2 en 3, van de richtlijn.

3. Le prélèvement d'une retenue à la source par le Royaume de Belgique n'empêche pas Aruba d'imposer le revenu conformément à son droit national.

4. Au cours de la période de transition, le Royaume de Belgique peut prévoir qu'un opérateur économique payant des intérêts, ou attribuant le paiement d'intérêts, à une entité visée à l'article 4, paragraphe 2, de la directive, établie à Aruba, sera considéré comme étant l'agent payeur en lieu et place de ladite entité et prélèvera la retenue à la source sur ces intérêts, à moins que l'entité n'ait formellement accepté que sa dénomination et son adresse, ainsi que le montant total des intérêts qui lui sont payés ou attribués, soient communiqués conformément au dernier alinéa dudit paragraphe.

5. A la fin de la période de transition, le Royaume de Belgique est tenu d'appliquer les dispositions de l'article 4 et cesse d'appliquer la retenue à la source et le partage des recettes prévus dans la présente disposition et à l'article 6. Si, au cours de la période de transition, le Royaume de Belgique choisit d'appliquer les dispositions de l'article 4, il n'applique plus la retenue à la source ni le partage des recettes prévus dans la présente disposition et à l'article 6.

Article 6

Partage des recettes

1. Le Royaume de Belgique conserve 25 % de la recette de la retenue à la source visée à l'article 5, paragraphe 1^{er}, et en transfère 75 % à Aruba.

2. Lorsque le Royaume de Belgique applique une retenue à la source conformément à l'article 5, paragraphe 4, il conserve 25 % de la recette et transfère à Aruba 75 % de la recette de la retenue à la source sur les intérêts payés aux entités visées à l'article 4, paragraphe 2, de la directive qui sont établies à Aruba.

3. Ces transferts ont lieu au plus tard dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice fiscal du Royaume de Belgique.

4. Le Royaume de Belgique prend les mesures nécessaires pour garantir le fonctionnement correct du système de partage des recettes.

Article 7

Exceptions au système de retenue à la source

1. Le Royaume de Belgique prévoit l'une des deux ou les deux procédures visées à l'article 13, paragraphe 1^{er}, de la directive, permettant aux bénéficiaires effectifs de demander qu'aucune retenue ne soit appliquée.

2. A la demande du bénéficiaire effectif, l'autorité compétente de son Etat contractant de résidence fiscale délivre un certificat conformément à l'article 13, paragraphe 2, de la directive.

Article 8

Elimination de la double imposition

Aruba fait en sorte que soient éliminées toutes les doubles impositions qui pourraient résulter de l'application de la retenue à la source visée à l'article 5, conformément aux dispositions de l'article 14, paragraphes 2 et 3, de la directive, ou prévoit un remboursement de la retenue à la source.

Article 9

Autres retenues à la source

Le présent accord ne fait pas obstacle à ce que les Etats contractants prélèvent des retenues à la source autres que la retenue visée à l'article 5 dans le cadre de leurs dispositions nationales ou de conventions relatives à la double imposition.

Article 10

Transposition

Avant le 1^{er} janvier 2005, les Etats contractants adoptent et publient les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer au présent accord.

3. Het opleggen van bronbelasting door het Koninkrijk België belet Aruba niet de inkomsten te belasten overeenkomstig het nationale recht van Aruba.

4. Tijdens de overgangperiode kan het Koninkrijk België bepalen dat een marktdeelnemer die rente uitbetaalt of een rentebetaling bewerkstelligt voor een in Aruba gevestigde entiteit als bedoeld in artikel 4, lid 2, van de richtlijn, wordt aangemerkt als de uitbetalende instantie in plaats van de entiteit, en de bronbelasting op die rente heffen, tenzij de entiteit formeel heeft aanvaard dat haar naam en adres alsmede het totale bedrag van de rentebetaling die aan haar is verricht of voor haar is bewerkstelligd, worden meegedeeld overeenkomstig de laatste alinea van artikel 4, lid 2.

5. Aan het einde van de overgangperiode zal het Koninkrijk België de bepalingen van artikel 4 toepassen en zal het Koninkrijk België niet langer bronbelasting en verdeling van belastingopbrengsten als bedoeld in deze bepaling en artikel 6 toepassen. Als het Koninkrijk België er tijdens de overgangperiode voor kiest de bepalingen van artikel 4 toe te passen, zal het niet langer bronbelasting en verdeling van belastingopbrengsten als bedoeld in deze bepaling en in artikel 6 toepassen.

Artikel 6

Verdeling van belastingopbrengsten

1. Het Koninkrijk België behoudt 25 % van de opbrengsten van de bronbelasting als bedoeld in artikel 5, lid 1, en draagt 75 % van de opbrengsten over aan Aruba.

2. Indien het Koninkrijk België overeenkomstig artikel 5, lid 4, bronbelasting heft, behoudt het Koninkrijk België 25 % van de opbrengsten van de bronbelasting geheven op rentebetalingen aan in Aruba gevestigde entiteiten als bedoeld in artikel 4, lid 2, van de richtlijn en draagt 75 % over aan Aruba.

3. Die overdrachten vinden uiterlijk in de zes maanden volgende op het eind van het belastingjaar van het Koninkrijk België.

4. Het Koninkrijk België treft de maatregelen die nodig zijn om het systeem voor de verdeling van de belastingopbrengsten correct te doen functioneren.

Artikel 7

Uitzonderingen op de procedure van bronbelasting

1. Het Koninkrijk België voorziet in één van beide of beide procedures van artikel 13, lid 1, van de richtlijn om te verzekeren dat uiteindelijk gerechtigden een verzoek kunnen indienen tot het niet-inhouden van bronbelasting.

2. Op verzoek van de uiteindelijk gerechtigde geeft de bevoegde autoriteit van de overeenkomstsluitende staat waar deze zijn fiscale woonplaats heeft een verklaring af overeenkomstig artikel 13, lid 2, van de richtlijn.

Artikel 8

Voorkomen van dubbele belasting

Aruba zorgt ervoor dat het heffen van bronbelasting als bedoeld in artikel 5 niet leidt tot dubbele belasting, overeenkomstig het bepaalde in artikel 14, leden 2 en 3, van de richtlijn, of zorgt voor restitutie van de bronbelasting.

Artikel 9

Andere bronbelastingen

De overeenkomst belet de overeenkomstsluitende staten niet om, naast de bronbelasting als bedoeld in artikel 5, overeenkomstig hun nationale wetten en verdragen tot voorkoming van dubbele belasting, ook andere bronbelastingen te heffen.

Artikel 10

Omzetting

De overeenkomstsluitende staten dienen vóór 1 januari 2005 de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen vast te stellen en bekend te maken die nodig zijn om aan deze overeenkomst te voldoen.

Article 11

Annexe

Les textes de la directive et de l'article 7 de la directive 77/799/CEE du Conseil de l'Union européenne du 19 décembre 1977 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des Etats membres dans le domaine des impôts directs et indirects, tels qu'ils s'appliquent à la date de la signature du présent accord et auxquels le présent accord se réfère, sont annexés au et font partie intégrante du présent accord. Le texte de l'article 7 de la directive 77/799/CEE figurant dans l'annexe au présent accord sera remplacé par le texte de ce même article tel qu'il figure dans la version modifiée de la directive 77/799/CEE, si celle-ci entre en vigueur avant que les dispositions du présent accord ne s'appliquent.

Article 12

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur le trentième jour après la date à laquelle tous les gouvernements se sont mutuellement notifiés par écrit l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises dans leurs Etats respectifs, et ses dispositions s'appliquent à compter de la date d'application de la directive, conformément à l'article 17, paragraphe 2 et 3, de la directive.

Article 13

Dénonciation

Le présent accord demeure en vigueur tant qu'il n'a pas été dénoncé par l'un des Etats contractants. Chaque Etat peut dénoncer l'accord par la voie diplomatique après une période de trois ans commençant à la date d'entrée en vigueur dudit accord, par notification écrite au moins six mois avant la fin d'une année civile. Dans ce cas, l'accord ne s'applique plus aux périodes commençant après la fin de l'année civile au cours de laquelle la dénonciation a été notifiée.

Fait en langues allemande, anglaise, française et néerlandaise, tous les textes faisant également foi.

Annexe

Article 7

Dispositions relatives au secret

1. Toutes les informations dont un Etat membre a connaissance par application de la présente directive sont tenues secrètes, dans cet Etat, de la même manière que les informations recueillies en application de sa législation nationale. En tout état de cause, ces informations:

— ne sont accessibles qu'aux personnes directement concernées par l'établissement de l'impôt ou par le contrôle administratif de l'établissement de l'impôt,

— ne sont dévoilées qu'à l'occasion d'une procédure judiciaire, d'une procédure pénale ou d'une procédure entraînant l'application de sanctions administratives, engagées en vue de ou en relation avec l'établissement ou le contrôle de l'établissement de l'impôt, et seulement aux personnes intervenant directement dans ces procédures; il peut toutefois être fait état de ces informations au cours d'audiences publiques ou dans des jugements, si l'autorité compétente de l'Etat membre qui fournit les informations ne s'y oppose pas lors de leur transmission initiale,

— ne sont, en aucun cas, utilisées autrement qu'à des fins fiscales ou aux fins d'une procédure judiciaire, d'une procédure pénale ou d'une procédure entraînant l'application de sanctions administratives, engagées en vue de ou en relation avec l'établissement ou le contrôle de l'établissement de l'impôt.

En outre, les Etats membres peuvent prévoir que les informations visées au premier alinéa soient utilisées pour établir d'autres prélèvements, droits et taxes relevant de l'article 2 de la directive 76/308/CEE.

2. Le paragraphe 1^{er} n'impose pas à un Etat membre dont la législation ou la pratique administrative établissent, à des fins internes, des limitations plus étroites que celles contenues dans ledit paragraphe, de fournir des informations si l'Etat intéressé ne s'engage pas à respecter ces limitations plus étroites.

Artikel 11

Bijlage

De teksten van de richtlijn en van artikel 7 van Richtlijn 77/799/EEG van de Raad van 19 december 1977 betreffende de wederzijdse bijstand van de bevoegde autoriteiten van de lidstaten op het gebied van de directe en indirecte belastingen, zoals die van toepassing zijn op de datum van ondertekening van deze overeenkomst en waarnaar in deze overeenkomst wordt verwezen, zijn als bijlage aan deze overeenkomst gehecht en maken integraal deel daarvan uit. De tekst van artikel 7 van Richtlijn 77/799/EEG in deze bijlage wordt vervangen door de tekst van dat artikel in de gewijzigde Richtlijn 77/799/EEG indien deze gewijzigde richtlijn in werking treedt vóór de datum waarop de bepalingen van deze overeenkomst van kracht worden.

Artikel 12

Inwerkingtreding

Deze overeenkomst treedt in werking op de dertigste dag na de laatste van de data waarop de respectieve regeringen elkaar er schriftelijk van in kennis hebben gesteld dat de in hun respectieve staten voorgeschreven grondwettelijke formaliteiten zijn vervuld en de bepalingen ervan vinden toepassing op de datum vanaf welke de richtlijn overeenkomstig artikel 17, leden 2 en 3, van de richtlijn van toepassing is.

Artikel 13

Beëindiging

Deze overeenkomst blijft van kracht totdat zij door een van beide overeenkomstsluitende staten wordt beëindigd. Elke overeenkomstsluitende staat kan de overeenkomst langs diplomatieke weg beëindigen door ten minste zes maanden voor het einde van enig kalenderjaar na het verstrijken van een tijdvak van drie jaar na de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst kennis te geven van beëindiging. In dit geval houdt de overeenkomst op van toepassing te zijn voor tijdvakken die aanvangen na het einde van het kalenderjaar waarin de kennisgeving van beëindiging is gegeven.

Deze overeenkomst is opgesteld in de Franse, de Duitse, de Engelse en de Nederlandse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

Bijlage

Artikel 7

Geheimhouding

1. Alle inlichtingen waarover een lid-Staat uit hoofde van deze richtlijn beschikt, worden in deze lid-Staat geheim gehouden op dezelfde wijze als geschiedt met de gegevens die deze lidstaat verkrijgt uit hoofde van de eigen nationale wetgeving. Hoe dan ook mogen deze inlichtingen:

— alleen aan die personen ter kennis worden gebracht die bij de vaststelling van de belastingschuld of bij de administratieve controle in verband met de vaststelling van de belastingschuld rechtstreeks betrokken zijn,

— alleen worden onthuld in gerechtelijke procedures of in procedures waarbij administratieve sancties worden toegepast, ingesteld met het oog op of in verband met de vaststelling van of de controle inzake de vaststelling van de belastingschuld, en alleen aan die personen die rechtstreeks bij deze procedures betrokken zijn; deze inlichtingen mogen echter tijdens openbare rechtszittingen of bij rechterlijke uitspraken worden vermeld, indien de bevoegde autoriteit van de lid-Staat die de inlichtingen verstrekt, daar geen bezwaar tegen maakt op het moment dat zij de inlichtingen in eerste instantie verstrekt,

— in geen geval worden gebruikt voor andere doeleinden dan fiscale doeleinden of gerechtelijke procedures of procedures waarbij administratieve sancties worden toegepast, ingesteld met het oog op of in verband met de vaststelling van of de controle inzake de vaststelling van de belastingschuld.

Bovendien kan door de lid-Staten worden bepaald dat de in de eerste alinea bedoelde inlichtingen mogen worden gebruikt om andere heffingen, rechten en belastingen vast te stellen die vallen onder artikel 2 van Richtlijn 76/308/EEG.

2. Het bepaalde in lid 1 houdt niet in dat een lid-Staat waarvan de wetgeving of de administratieve praktijk voor nationale doeleinden verdergaande beperkingen bevatten dan die welke in dit lid zijn vervat, gehouden is tot het verstrekken van inlichtingen indien de Staat waarvoor deze zijn bestemd, zich niet verbindt deze verdergaande beperkingen in acht te nemen.

3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'autorité compétente de l'Etat membre qui fournit les informations peut permettre l'utilisation de ces informations à d'autres fins dans l'Etat requérant lorsque, selon sa propre législation, leur utilisation est possible à des fins similaires dans les mêmes circonstances.

4. Lorsque l'autorité compétente d'un Etat membre considère que les informations qu'elle a reçues de l'autorité compétente d'un autre Etat membre sont susceptibles d'être utiles à l'autorité compétente d'un troisième Etat membre, elle peut les transmettre à cette dernière avec l'accord de l'autorité compétente qui les a fournies.

3. In afwijking van het bepaalde in lid 1 kan de bevoegde autoriteit van de inlichtingen verstreckende lid-Staat toestaan dat in de lid-Staat die de inlichtingen ontvangt, deze ook voor andere doeleinden worden gebruikt, indien de wetgeving van de inlichtingen verstreckende lid-Staat in het eigen land een gelijksoortig gebruik onder overeenkomstige omstandigheden toestaat.

4. Wanneer de bevoegde autoriteit van een lid-Staat van mening is dat de inlichtingen die zij van de bevoegde autoriteit van een andere lid-Staat heeft ontvangen, van nut kunnen zijn voor de bevoegde autoriteit van een derde lid-Staat, kan zij de betrokken inlichtingen met toestemming van de bevoegde autoriteit die de inlichtingen heeft verstrekt, doorgeven aan de bevoegde autoriteit van laatstbedoelde lid-Staat.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2005 — 3191

[C — 2005/141916]

16 NOVEMBRE 2005. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 26 février 1981 portant exécution des Directives des Communautés européennes relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques, des tracteurs agricoles ou forestiers à roues, leurs éléments ainsi que leurs accessoires de sécurité

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, modifiée par les lois des 18 juillet 1990, 5 avril 1995, 4 août 1996 et 27 novembre 1996, notamment l'article 1^{er};

Vu la Directive 2004/66/CE du Conseil du 26 avril 2004 portant adaptation des directives 1999/45/CE, 2002/83/CE, 2003/37/CE et 2003/59/CE du Parlement européen et du Conseil et des Directives 77/388/CEE, 91/414/CEE, 96/26/CE, 2003/48/CE et 2003/49/CE du Conseil, dans les domaines de la libre circulation des marchandises, de la libre prestation de services, de l'agriculture, de la politique des transports et de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie;

Vu la Directive 2004/104/CE de la Commission du 14 octobre 2004 portant adaptation au progrès technique de la Directive 72/245/CEE du Conseil relative aux parasites radioélectriques (compatibilité électromagnétique) des véhicules et portant modification, de la Directive 70/156/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques;

Vu la Directive 2005/11/CE de la Commission du 16 février 2005 modifiant, en vue de son adaptation au progrès technique, la Directive 92/23/CEE du Conseil relative aux pneumatiques des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi qu'à leur montage;

Vu l'arrêté royal du 26 février 1981 portant exécution des Directives des Communautés européennes relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques, des tracteurs agricoles ou forestiers à roues, leurs éléments ainsi que leurs accessoires de sécurité;

Vu l'avis de la commission consultative administration-industrie donné le 30 mars 2005;

Vu l'association des gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait :

— qu'il y a lieu d'éviter une nouvelle condamnation de la Belgique pour non-transposition en temps voulu de ces directives;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, les mots « Ministre des Communications » et « le Ministère des Communications » sont remplacés respectivement par les mots « Ministre qui a le Transport dans ses attributions » et « Le Service public fédéral Mobilité et Transports ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2005 — 3191

[C — 2005/14191]

16 NOVEMBER 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 februari 1981 houdende uitvoering van de Richtlijnen van de Europese Gemeenschappen betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan, landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen, hun bestanddelen alsook hun veiligheidsonderdelen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1990, 5 april 1995, 4 augustus 1996 en 27 november 1996, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op Richtlijn 2004/66/EG van de Raad van 26 april 2004 tot aanpassing van de Richtlijnen 1999/45/EG, 2002/83/EG, 2003/37/EG en 2003/59/EG van het Europees Parlement en de Raad en de Richtlijnen 77/388/EEG, 91/414/EEG, 96/26/EG, 2003/48/EG en 2003/49/EG, op het gebied van vrij verkeer van goederen, vrijheid van dienstverlening, landbouw, vervoer en belastingen, in verband met de toetreding van Tsjechië, Estland, Cyprus, Letland, Litouwen, Hongarije, Malta, Polen, Slovenië en Slowakije;

Gelet op Richtlijn 2004/104/EG van de Commissie van 14 oktober 2004 tot aanpassing aan de technische vooruitgang van Richtlijn 72/245/EEG van de Raad betreffende door voertuigen veroorzaakte radiostoring (elektromagnetische compatibiliteit) en tot wijziging van Richtlijn 70/156/EEG inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de lid-Staten betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan;

Gelet op Richtlijn 2005/11/EG van de Commissie van 16 februari 2005 tot wijziging, met het oog op de aanpassing aan de technische vooruitgang, van Richtlijn 92/23/EEG van de Raad betreffende banden voor motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan alsmede betreffende de montage ervan;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 februari 1981 houdende uitvoering van de Richtlijnen van de Europese Gemeenschappen betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan, landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen, hun bestanddelen alsook hun veiligheidsonderdelen;

Gelet op het advies van de raadgevende commissie administratienijverheid gegeven op 30 maart 2005;

Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door :

— het feit dat men een nieuwe verordening van België, wegens niet-omzetting van deze richtlijnen binnen de voorgeschreven termijn, dient te vermijden;

Op de voordracht van Onze Minister van Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het huidige besluit moeten de woorden « Minister van Verkeerswezen » en « het Ministerie van Verkeerswezen » voortaan gelezen worden als « Minister tot wiens bevoegdheid het transport behoort », respectievelijk « De Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer ».